



Quelle est la situation des PME suisses ?

Etat des lieux et perspectives des entreprises

Partenaires 2025



Swiss Institute
for Global Affairs

Endress+Hauser 

Table des matières

1	L'essentiel en bref	4
2	PME suisses – Une confiance mitigée: 2025 marqué par les incertitudes douanières et les relations avec l'UE	7
3	Fort revirement des défis macro et microéconomiques	12
4	Entre barrières douanières et opportunités: la géopolitique devient une réalité opérationnelle	15
5	Mission inchangée pour les responsables politiques: stabiliser les relations avec l'UE	18
6	Editeur et partenaires de l'étude	20
7	Le sondage	21

1. L'essentiel en bref

Pour la huitième fois, notre étude se consacre aux petites et moyennes entreprises (PME) suisses afin d'analyser leur situation actuelle et leurs perspectives d'avenir. Après plusieurs années marquées par la pandémie, les pénuries d'énergie et les crises géopolitiques, de nouvelles incertitudes apparaissent, notamment autour des droits de douane et des relations encore floues avec l'Union européenne (UE). L'enquête a été menée à un moment où les droits de douane américains annoncés sur les exportations suisses occupaient une place centrale dans le débat politique et économique.

L'étude montre que, malgré ces conditions difficiles, les PME suisses abordent les prochaines années avec un optimisme prudent. Par rapport à l'année précédente, la confiance s'est légèrement affaiblie. Plus de 70% des entreprises évaluent les conditions-cadres de la politique économique comme positives ou neutres. Pour les douze prochains mois, 30% d'entre elles anticipent une évolution favorable, contre 53% l'an dernier. Les entreprises exportatrices, notamment celles disposant de chaînes d'approvisionnement complexes, réagissent aux incertitudes mondiales par une approche plus mesurée : décisions d'investissement prudentes et plans de croissance ajustés.

Les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises se montrent nettement plus sceptiques. Beaucoup d'entre elles s'attendent à des conditions plus difficiles, tandis que les PME tournées vers le

marché intérieur bénéficient d'une demande locale stable. À l'horizon des trois prochaines années, les attentes se sont toutefois sensiblement assombries, en recul de 16 points de pourcentage par rapport à l'année précédente.

L'état d'esprit diffère nettement selon les secteurs. Le bâtiment affiche la plus grande confiance et demeure le plus stable, avec 80% d'attentes positives. À l'inverse, les entreprises de services, de conseil et de commerce se montrent plus réservées face à 2025. Ces différences se reflètent aussi dans les résultats financiers : 44% des entreprises ont pu maintenir ou accroître leur chiffre d'affaires, tandis que 15% ont enregistré des baisses de plus de 20%. Pour l'année à venir, 40% s'attendent à un recul du chiffre d'affaires, soit près du double de l'année précédente.

Plus de 70% des entreprises interrogées citent la politique étrangère comme principal risque conjoncturel, 48% les relations incertaines avec l'UE, 48% le protectionnisme et 40% un ralentissement des exportations. L'énergie et les matières premières perdent en importance, tandis que le besoin en compétences numériques demeure élevé.

Cette huitième édition de l'analyse montre que les PME suisses s'adaptent aux évolutions géopolitiques et ajustent leurs stratégies. Nombre d'entre elles soulignent la nécessité de conditions économiques stables et réclament davantage de sécurité à travers un accord clair et structuré avec l'UE, soutenu par la politique suisse.

Nous vous souhaitons une très bonne lecture, en espérant que cet éclairage vous inspire et vous apportera, grâce aux résultats présentés, des réflexions orientées sur l'avenir pour renforcer la prospérité des PME suisses.



**Dr. Christof
Ledermann**
Partner
Kearney Zurich



**Claudia
Moerker**
Directrice générale
swiss export



**Dr. Remo
Reginold**
Président
Swiss Institute for
Global Affairs

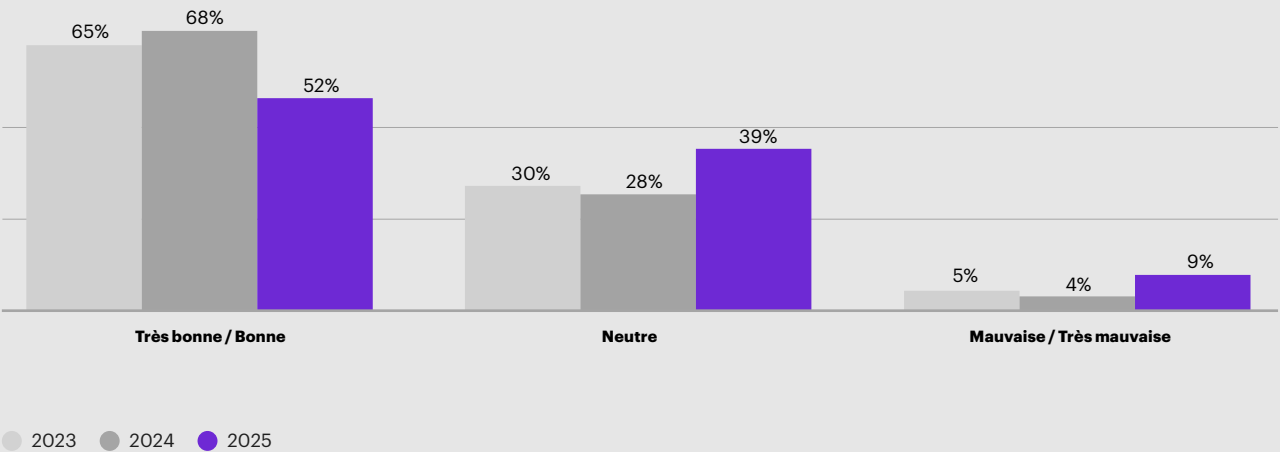


**Alex
Gasser**
Corporate Sales
Director
Endress+Hauser

Figure 1

Seules 52% des PME jugent leur situation économique future bonne à très bonne, soit une baisse de 16 points de pourcentage par rapport à l'année précédente

Comment évaluez-vous la situation économique future de votre entreprise pour les trois prochaines années ?
En pourcentage

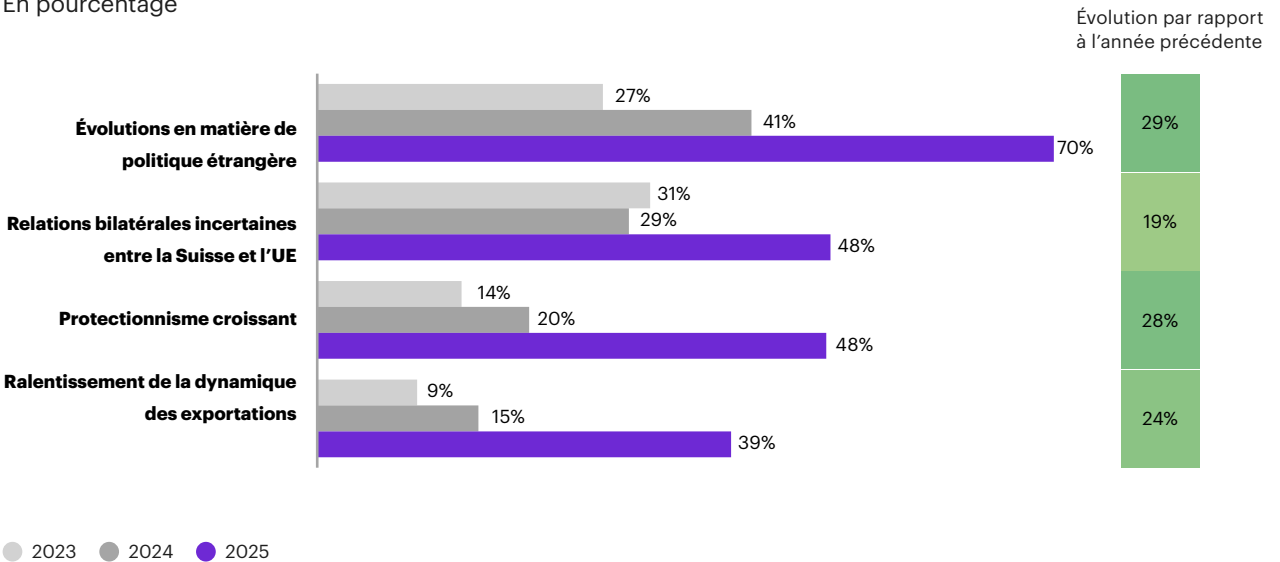


Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Figure 2

Les évolutions en matière de politique étrangère sont clairement au centre des préoccupations des PME suisses et sont considérées comme l'un des quatre principaux risques conjoncturels.

Selon vous, quels sont les principaux risques conjoncturels au cours des 12 prochains mois ?
En pourcentage



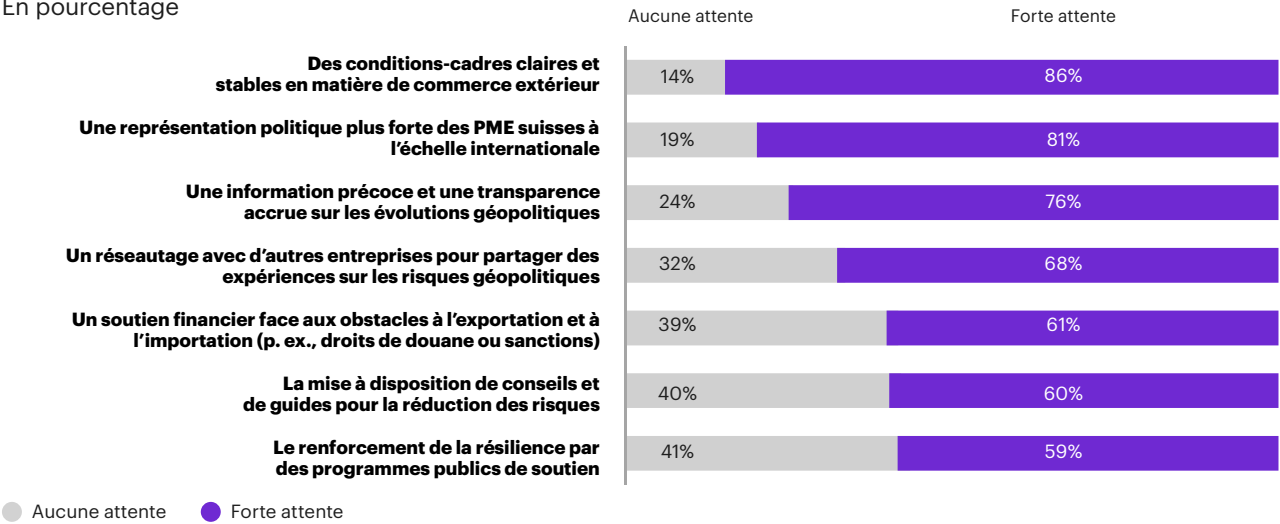
Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Figure 3

Les PME suisses exigent des responsables politiques des conditions-cadres claires et stables en matière de commerce extérieur et une meilleure représentation au niveau international.

Quelles sont vos attentes vis-à-vis des responsables politiques ou des associations en matière de soutien face aux dynamiques géopolitiques ?

En pourcentage



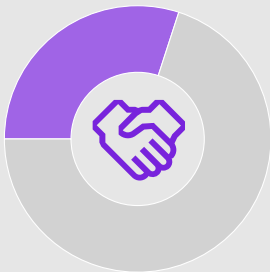
Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

La grande majorité des PME suisses sont touchées par les dynamiques géopolitiques, près d'un tiers d'entre elles jugeant leur situation économique actuelle mauvaise. La situation économique future des entreprises concernées semble toutefois plus positive.



Deux fois plus d'entreprises que l'année précédente jugent leur situation économique actuelle et future comme défavorable.

Pour **87%** des PME suisses interrogées, les dynamiques géopolitiques ont une importance.



70% des PME suisses **considèrent le conflit commercial** comme la plus grande menace pour la Suisse.

2. PME suisses – Une confiance mitigée: 2025 marqué par les incertitudes douanières et les relations avec l’UE

Les PME suisses restent globalement confiantes pour 2025, mais se montrent plus prudentes que l’année précédente. Malgré des crises telles que la pandémie, les pénuries d’énergie et les conflits géopolitiques, l’économie est restée robuste. Cependant, la question douanière et les relations incertaines avec l’UE assombrissent désormais les perspectives, en particulier pour les entreprises exportatrices. Cette incertitude freine les prévisions de chiffre d’affaires et de marges et éclipsent des questions telles que l’inflation, la pénurie de main-d’œuvre qualifiée ou la cybersécurité et la sécurité des données.

Les conditions-cadres de la politique économique continuent d’être jugées globalement neutres à positives. Cependant, les perspectives pour l’année à venir se sont assombries : seules 30% des PME s’attendent à de bonnes conditions au cours des douze prochains mois, contre 53% l’an dernier.

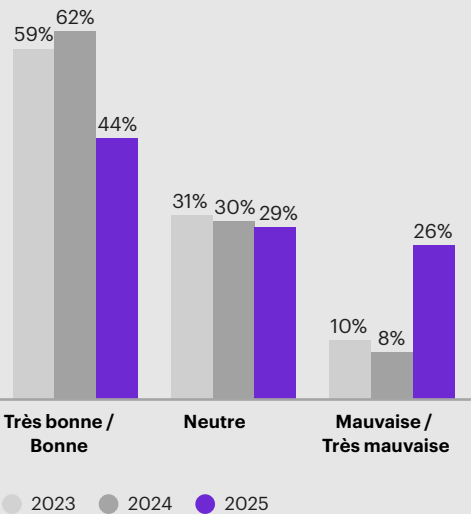
Plus de 70% des PME suisses évaluent les conditions-cadres de la politique économique de manière positive ou neutre, mais la part de celles qui ont une opinion négative est passée à 26%, soit plus du triple par rapport à l’année précédente.

Le sentiment général de confiance demeure, mais il varie fortement selon la taille et le secteur des entreprises. Les entreprises exportatrices, en particulier celles disposant de chaînes d’approvisionnement complexes, expriment des inquiétudes liées à la planification, aux coûts et aux droits de douane, ainsi qu’aux risques de change.

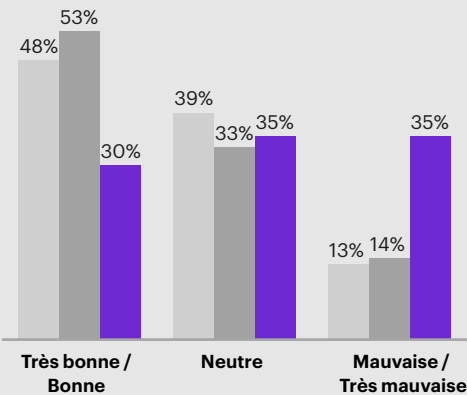
Figure 4

Comment évaluez-vous les conditions-cadres de la politique économique en Suisse, aujourd’hui et dans douze mois ?

Situation actuelle
En pourcentage



Dans 12 mois
En pourcentage



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Les entreprises de taille moyenne et les grandes entreprises sont plus critiques : 40% d'entre elles anticipent une détérioration des conditions-cadres. À l'inverse, les entreprises axées sur le marché intérieur jugent leur situation plus stable, portées par une demande locale solide.

Seules 52% des PME s'attendent à une bonne évolution au cours des trois prochaines années, soit 16 points de pourcentage de moins que l'année précédente, ce qui reflète les incertitudes mondiales.

Près de la moitié des PME jugent leur situation positive, soit nettement moins qu'en 2024. Cette appréciation suit l'évaluation des conditions-cadres, mais reste plus optimiste, car beaucoup d'entreprises soulignent leur résilience. 21% des grandes entreprises jugent leur situation négative, probablement en raison d'une plus forte dépendance géopolitique. À moyen terme, un optimisme prudent prévaut : plus de 90% ne s'attendent pas à une

détérioration, ce qui témoigne d'une confiance dans la capacité d'adaptation et d'une perception des turbulences géopolitiques comme étant temporaires. Les différences selon la taille des entreprises sont minimales. On observe toutefois de légères différences selon le secteur d'activité : les entreprises de services, de conseil et de commerce sont plus pessimistes quant à l'évolution économique future de leur entreprise, tandis que le secteur de la construction reste le plus confiant, avec 80% d'attentes positives.

Moins de la moitié des PME ont pu maintenir ou augmenter leur chiffre d'affaires au cours des 12 derniers mois, soit une baisse pouvant atteindre 13 points de pourcentage. Seules 14% ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires supérieure à 5%, tandis que 15% ont déclaré des pertes supérieures à 20%. Les premières conséquences des changements géopolitiques sont visibles, mais leur plein effet ne se fait pas encore sentir.

40% des PME s'attendent à une baisse de la croissance en 2025, soit deux fois plus que l'année précédente. Près de 50% s'attendent à une baisse de leur marge. Après des années de stabilité, on observe donc une nette détérioration.

Figure 5A

Comment évaluez-vous la situation économique de votre entreprise, actuellement et dans trois ans ?

Situation actuelle
En pourcentage

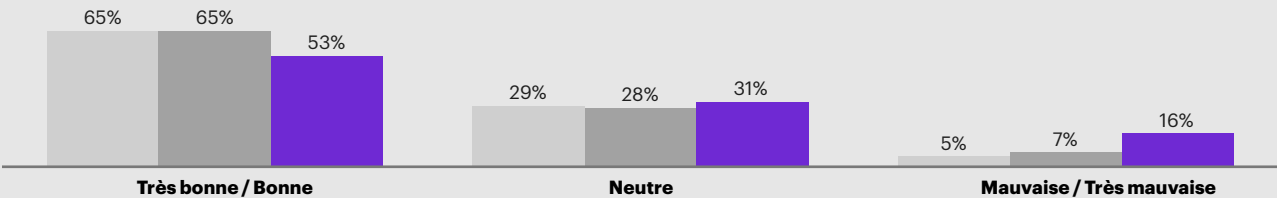
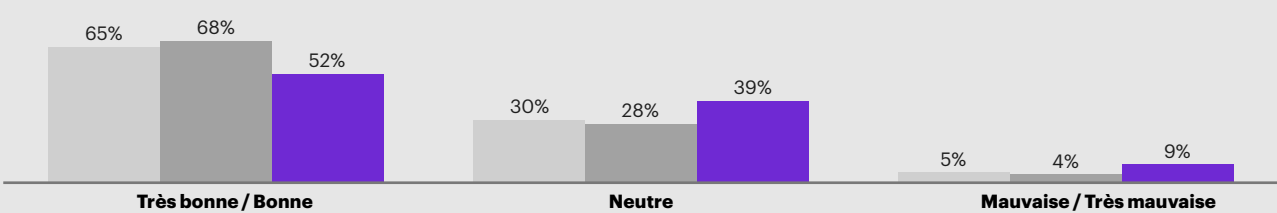


Figure 5B

Situation économique future
En pourcentage

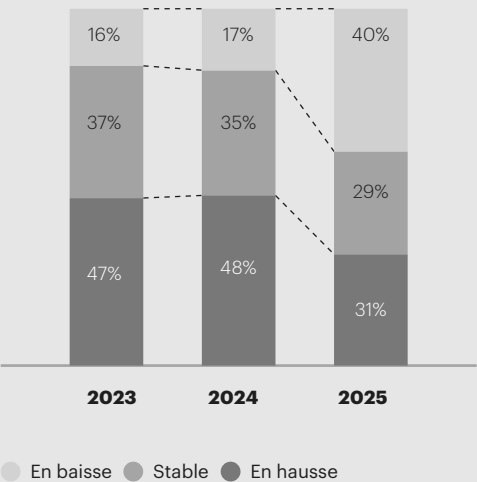


● 2023 ● 2024 ● 2025
Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

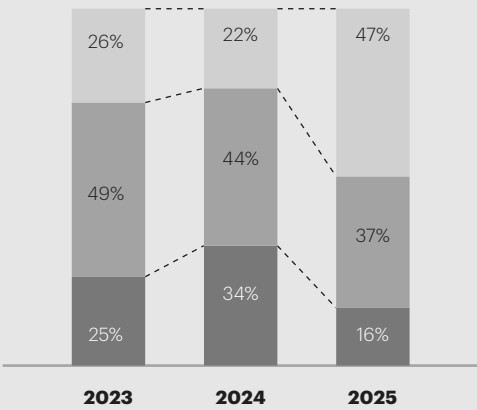
Figure 6

Comment les indicateurs suivants de votre entreprise vont-ils évoluer au cours de l'année en cours ?

Évolution attendue du CA
En pourcentage



Évolution attendue de la marge sur CA
En pourcentage



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Les prévisions négatives en matière de marge sont probablement liées à la politique douanière américaine. Les droits de douane élevés désavantagent les exportateurs suisses par rapport aux entreprises internationales. Les grandes PME dont le chiffre d'affaires dépasse dix millions sont particulièrement touchées : 42% d'entre elles s'attendent à une baisse de leur chiffre d'affaires et 49% à une baisse de leur marge.

40% des PME s'attendent à une baisse de la croissance en 2025, soit deux fois plus que l'année précédente. Près de 50% s'attendent à une baisse de leur marge.

Conclusion

1. Climat général en 2025

Globalement confiant, mais plus modéré. La question douanière et les relations avec l'UE restent des facteurs d'incertitude majeurs.

2. Différences sectorielles

Tandis que les entreprises de services, de conseil et de commerce se montrent plus réservées quant à l'avenir, le secteur de la construction reste confiant.

3. Évolution des affaires

De nombreuses PME enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires. La pression sur les marges augmente, en particulier pour les PME dépendantes des droits de douane et des exportations.

4. Perspectives

Seulement 30% des PME anticipent de bonnes conditions au cours des douze prochains mois, contre 53% l'année précédente.

3. Fort revirement des défis macro et microéconomiques

Les études menées l'année dernière ont montré que les PME suisses ont résisté ces dernières années à des crises telles que la guerre en Ukraine ou les perturbations mondiales des chaînes d'approvisionnement. En 2025, cependant, le profil de risque changera considérablement.

Mais quels sont les risques conjoncturels auxquels les PME suisses doivent s'attendre pour les douze prochains mois et quels sont les facteurs qui influenceront le plus leur situation économique à l'avenir ?

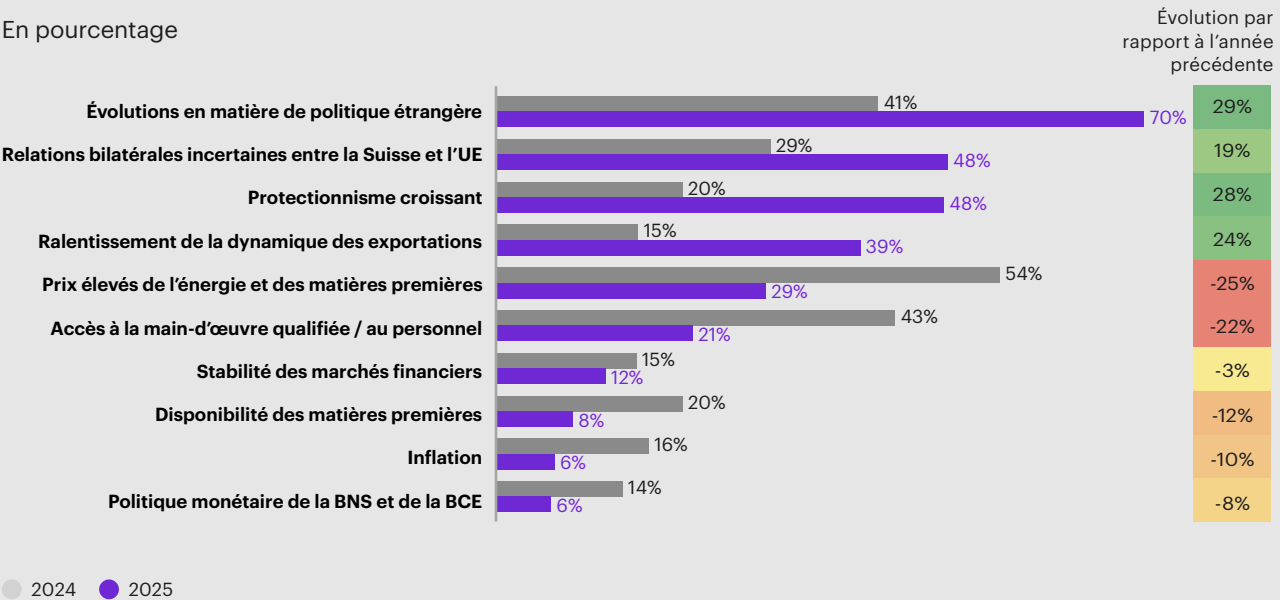
Les évolutions en matière de politique étrangère, les relations bilatérales incertaines avec l'UE et le protectionnisme croissant sont considérés comme les principaux risques conjoncturels.

Plus de 70% des PME citent la politique étrangère comme un risque majeur, suivie des relations incertaines avec l'UE (48%), du protectionnisme (48%) et du ralentissement des exportations (39%). Toutes ces valeurs sont nettement supérieures à celles des années précédentes, sous l'influence de la politique douanière américaine, des discussions sur les accords avec l'UE et du protectionnisme mondial croissant. Les grandes PME orientées vers l'exportation (chiffre d'affaires supérieur à 10 millions) sont plus touchées (77%) que les petites (56%).

Les prix élevés de l'énergie et des matières premières, qui constituaient encore le risque conjoncturel le plus souvent cité ces deux dernières années, ont perdu de leur importance (- 25%). Néanmoins, l'approvisionnement et les coûts énergétiques restent pertinents dans le contexte de la transition vers les énergies renouvelables et de la guerre en Ukraine. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée a également perdu de son importance : seuls 22% la considèrent encore comme un risque, ce qui correspond à la baisse du nombre d'emplois vacants selon les statistiques de l'Office fédéral de la statistique et du Secrétariat d'État à l'économie.

Figure 7

Selon vous, quels sont les principaux risques conjoncturels pour les douze prochains mois ?

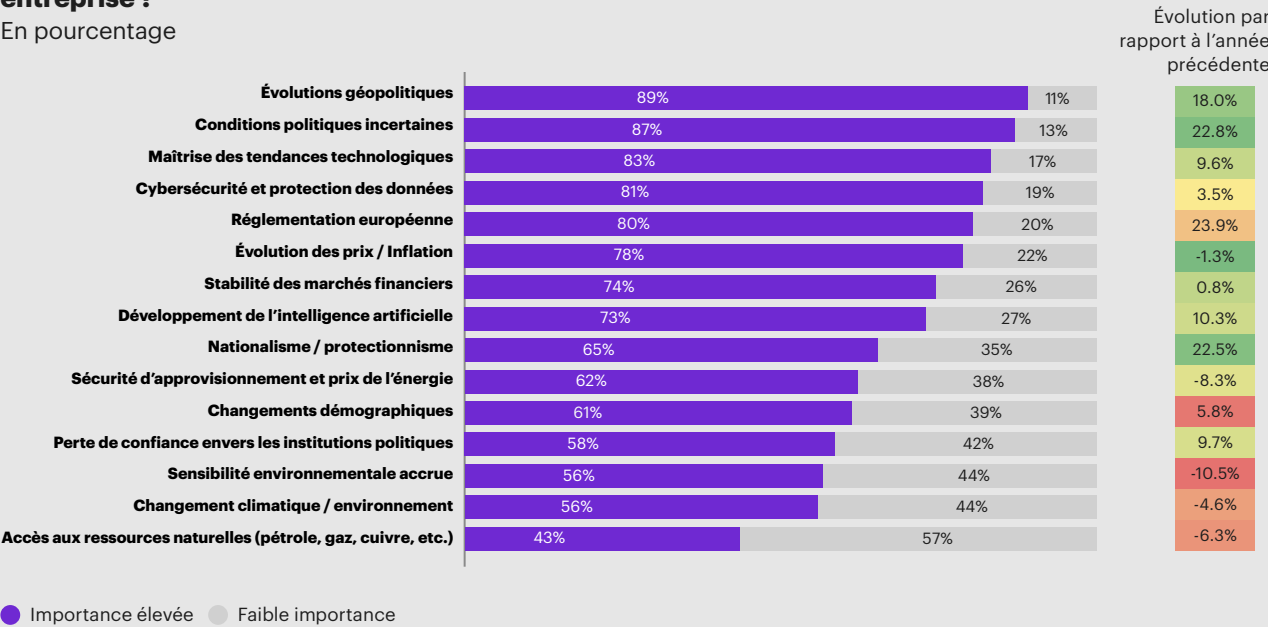


Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Figure 8

Quelle est l'importance des facteurs suivants pour le développement économique de votre entreprise ?

En pourcentage



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Le besoin en main-d'œuvre qualifiée dans les domaines du numérique et de la technologie reste toutefois d'actualité, en particulier dans la construction, l'hôtellerie et la restauration, où environ la moitié des entreprises perçoivent un risque conjoncturel.

Les questions financières et monétaires ont en revanche perdu de leur importance et ne sont pas considérées comme un risque par la majorité des PME. Seuls 6% citent la politique des taux d'intérêt de la Banque nationale suisse et de la Banque centrale européenne comme un risque. De nombreuses PME suisses ne sont probablement que partiellement concernées par les marchés financiers mondiaux, car les petites entreprises opèrent principalement en Suisse et disposent souvent d'une faible part de financement bancaire et donc d'un taux d'autofinancement élevé.

Les évolutions géopolitiques, les conditions-cadres politiques et les tendances technologiques déterminent l'évolution économique des PME suisses.

Près de 90% des PME considèrent les évolutions géopolitiques et les conditions-cadres politiques incertaines comme les facteurs d'influence les plus importants, soit environ 20 points de pourcentage de plus que l'année précédente. Cela s'explique principalement par la nouvelle politique douanière américaine et les réactions internationales, notamment de la Chine.

La cybersécurité et la sécurité des données restent pertinentes pour 81% des entreprises, en raison de l'augmentation de la cybercriminalité et de l'utilisation plus large des solutions cloud et d'intelligence artificielle. L'inflation et l'évolution des prix restent également importantes (environ 80%), même si elles sont en légère baisse. L'importance des réglementations européennes a considérablement augmenté : 80% voient un défi, en particulier les petites et moyennes entreprises qui doivent faire face à des coûts de mise en conformité et à des charges administratives croissants.

Les questions climatiques et environnementales ont de nouveau perdu de leur importance. Ce recul reflète une tendance mondiale plus large : la durabilité est moins prioritaire pour les consommateurs et les entreprises, tandis que les incertitudes géopolitiques et commerciales occupent une place plus importante. De nombreuses PME ont dû revoir leurs priorités et accorder une plus grande importance aux risques géopolitiques.

Conclusion

1. Droits de douane américains

Les questions douanières et les relations avec l’UE constituent les principaux risques conjoncturels en 2025, en particulier pour les PME de grande taille et orientées vers l’exportation.

2. Facteurs économiques

Les prix de l’énergie et la main-d’œuvre qualifiée restent importants, mais perdent de leur poids ; les questions financières et monétaires restent secondaires.

3. Développement économique

L’évolution des prix et la numérisation continuent de façonner le développement des entreprises, tandis que l’IA et les facteurs géopolitiques gagnent en influence.

4. Perspectives

L’incertitude liée aux droits de douane pour les PME suisses persiste et freine leur compétitivité internationale.



4. Entre barrières douanières et opportunités : la géopolitique devient une réalité opérationnelle

L'environnement géopolitique a considérablement changé en 2025. Depuis le 7 août, le gouvernement américain impose un droit de douane supplémentaire de 39% sur les importations suisses, en plus des droits existants. Des exceptions pour certains secteurs, tels que l'industrie pharmaceutique, restent en vigueur pour l'instant. D'autres pays, comme l'UE, ont pu négocier des droits de douane nettement plus bas (15%), ce qui aggrave le désavantage concurrentiel des entreprises suisses.

Les conséquences sont clairement visibles : pression croissante sur les prix et les marges, processus de certification et de douane plus complexes et déplacement des marchés de vente. De nombreuses entreprises orientées vers l'exportation réagissent en constituant des stocks, en adaptant leurs processus (« last touch » aux États-Unis) ou en diversifiant leurs marchés. Même si les États-Unis n'absorbent qu'environ 20% des exportations suisses, l'interdépendance mondiale des chaînes d'approvisionnement fait que des volumes nettement plus importants sont concernés.

L'enquête menée en août auprès des PME montre que la géopolitique est devenue un facteur opérationnel important. 39% des entreprises considèrent qu'elle a une importance systématique, avec des baisses de chiffre d'affaires parfois sensibles, et 48% qu'elle a une importance ponctuelle. Les secteurs à forte intensité d'exportation tels que la construction mécanique, les produits de précision, l'électronique/ les TIC et l'horlogerie sont particulièrement touchés.

L'étude réalisée en août examine comment les PME suisses évaluent les influences géopolitiques et y réagissent. Les résultats montrent que la géopolitique a un impact opérationnel croissant. Les droits de douane, la logistique, la conformité et les taux de

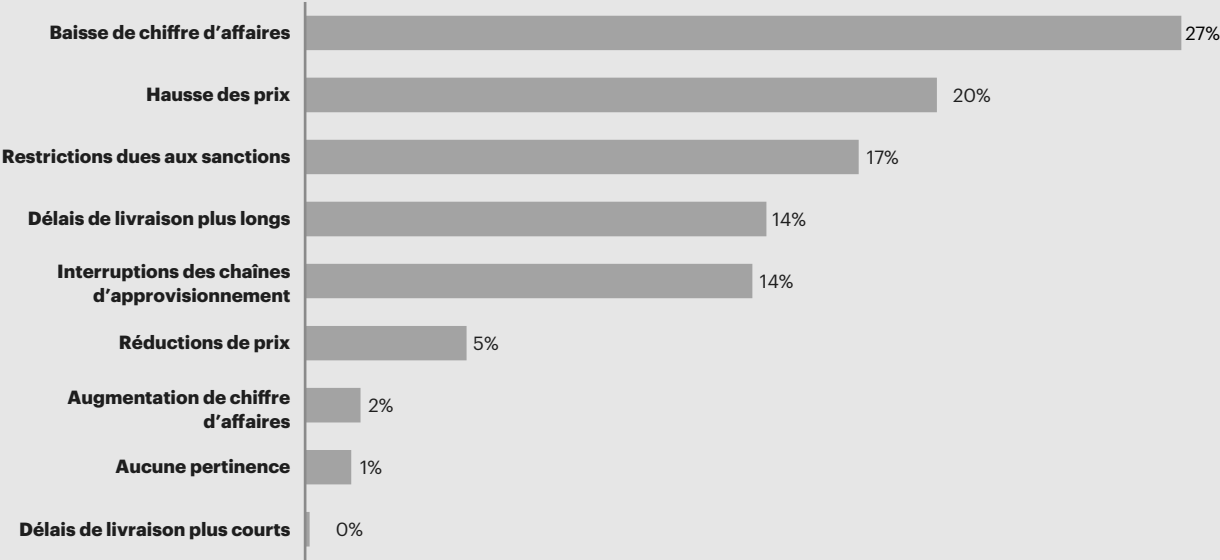
La géopolitique a fait son entrée dans les activités opérationnelles quotidiennes et, pour 39% des PME, elle a une importance systématique et entraîne des baisses de chiffre d'affaires à court terme.



Figure 9

Quelles sont les implications des dynamiques géopolitiques pour votre entreprise ?

En pourcentage, plusieurs réponses possibles



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

change sont les principaux canaux. L'impact sur l'innovation reste mitigé, mais le degré de résilience est élevé. Plus de 70% des PME considèrent les conflits commerciaux et les crises au Proche-Orient et en Ukraine comme un risque pour la place économique suisse. Leurs attentes envers les responsables politiques et les associations sont donc très concrètes.

Les changements géopolitiques obligent de nombreuses PME à adopter de nouvelles stratégies. 27% enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires, 20% une augmentation des prix d'achat, ce qui a un impact direct sur leur marge. Les droits de douane de 39% sont le principal facteur déclencheur, en particulier dans les secteurs sensibles aux marges, où les augmentations de prix sont difficilement applicables. Conséquence : perte de ventes ou réorientation de l'offre. Les entreprises disposant d'une marque forte peuvent compenser en partie les hausses de prix, à condition que la capacité de livraison et le service restent stables. En outre, les coûts de transport, de personnel et de conformité pèsent sur les entreprises.

Les processus frontaliers prennent plus de temps et pèsent sur les chaînes d'approvisionnement. Les justificatifs et contrôles supplémentaires allongent les délais et immobilisent des capitaux. 17% des PME sont touchées par des sanctions, 14% par des délais de livraison plus longs ou des interruptions.

Les investissements dans la qualité des données et la discipline des processus raccourcissent les délais d'exécution et réduisent les coûts grâce à l'automatisation.

Les PME suisses réagissent principalement par de nouveaux partenariats (27%), la diversification des marchés et des fournisseurs (22%) et le renforcement de la résilience (20%). Les ajustements de prix et de remises, le double approvisionnement, les stocks de sécurité, les itinéraires alternatifs et les documents douaniers standardisés apportent une aide ponctuelle. Les solutions « last touch » ou les délocalisations de production sont examinées dans certains cas, mais restent rares en raison de l'incertitude juridique, des efforts et des coûts qu'elles impliquent. Seuls 12% y voient un levier réaliste. À moins de disposer déjà d'installations appropriées aux États-Unis, la délocalisation de la production est complexe et coûteuse.

De nombreuses PME doivent faire face à une baisse de leur chiffre d'affaires et à une augmentation des prix et réagissent en concluant de nouveaux partenariats stratégiques et en diversifiant davantage leurs activités.

Les tensions géopolitiques, un moteur pour l'innovation ? – Une bonne moitié des PME les considèrent au moins ponctuellement comme un moteur d'innovation.

L'incertitude géopolitique peut freiner l'investissement et l'innovation, mais 56% des PME considèrent plutôt l'innovation comme un moteur. Elle est généralement perçue comme une opportunité ponctuelle, et seulement 14% la considèrent comme systématique. Pour 34%, elle n'a aucune pertinence ou une pertinence négative pour l'innovation.

De nouvelles impulsions apparaissent lorsque les entreprises utilisent la différenciation comme réponse à la pression sur les prix, par exemple via la qualité, la fiabilité, la personnalisation et le service. Beaucoup investissent dans la qualité des processus et des données : les calculs automatisés, les bases de données de matériaux propres et les interfaces douanières électroniques réduisent les efforts, les erreurs et les délais. Les processus deviennent ainsi plus rapides et plus évolutifs.

Lorsque l'innovation stagne, l'accent est généralement mis sur la liquidité et la stabilité opérationnelle. La stratégie qui a fait ses preuves consiste à sécuriser d'abord les processus et la conformité, puis à investir de manière ciblée dans la différenciation.

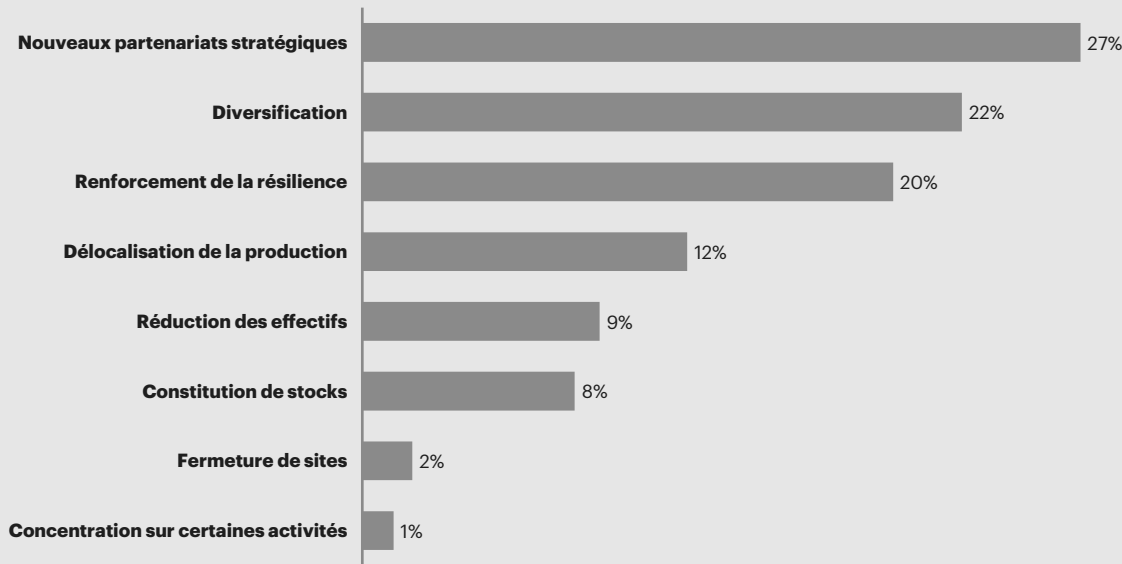
Les trois quarts des PME considèrent le conflit commercial comme un danger pour la Suisse. Compte tenu des droits de douane américains de 39% et des interdépendances mondiales, cela n'est guère surprenant. La polarisation entre les États-Unis et la Chine est également considérée comme un risque par 70% des personnes interrogées, mais certaines y voient aussi une opportunité grâce à la réorganisation des marchés. La place économique suisse a prouvé par le passé sa résilience et sa capacité d'innovation face aux changements.

Opportunités et risques : le conflit commercial est considéré comme le plus grand danger pour la place économique suisse, tandis que l'intelligence artificielle est perçue comme la plus grande opportunité.

Figure 10

Envisagez-vous des ajustements stratégiques en raison des tensions géopolitiques ?

En pourcentage, plusieurs réponses possibles



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Les cyberattaques sont désormais considérées comme une menace tout aussi importante. De nombreuses PME observent une professionnalisation de ces attaques et les considèrent de plus en plus comme faisant partie d’une guerre hybride, y compris par des acteurs étatiques. La cybersécurité reste donc l’un des thèmes centraux pour les entreprises. De même, environ 70% des personnes interrogées considèrent les conflits persistants en Ukraine et au Proche-Orient comme un risque pour l’économie suisse.

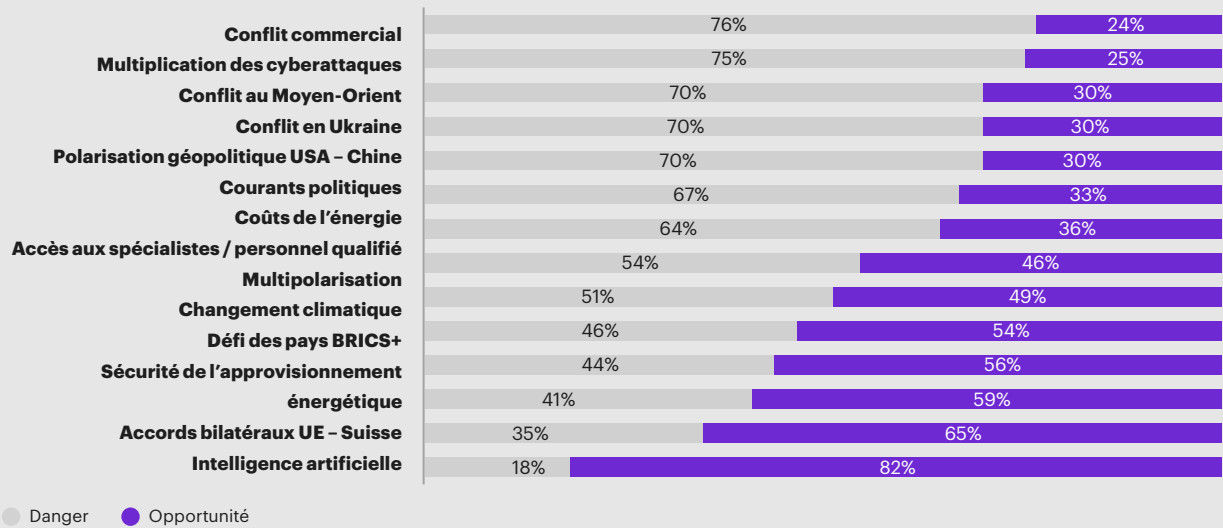
Au niveau des entreprises, les cyberattaques occupent clairement la première place des dangers perçus, avec 79%. Dans le même temps, de nombreuses PME considèrent l’intelligence artificielle et le changement climatique comme des opportunités plutôt que comme des risques. Ces technologies sont considérées comme des moteurs potentiels d’innovation et de différenciation, même si elles peuvent également modifier les modèles commerciaux existants.

Plus de 50% des PME suisses considèrent le changement climatique comme une opportunité.

Les relations avec l’Union européenne sont jugées positives : 65% des PME considèrent les accords bilatéraux comme une opportunité pour la Suisse, et 66% comme une opportunité pour leur propre entreprise. Après le refroidissement des relations avec les États-Unis et la Chine, l’UE continue de gagner en importance en tant que partenaire fiable. Plus de 40% des exportations suisses et plus de 50% des importations proviennent des pays de l’UE. L’étroite interdépendance économique montre que des relations bilatérales stables – notamment dans la perspective d’un accord-cadre entre la Suisse et l’UE – restent essentielles pour les PME.

Figure 11
Considérez-vous la situation géopolitique suivante comme une opportunité ou comme un danger pour la Suisse ?

En pourcentage

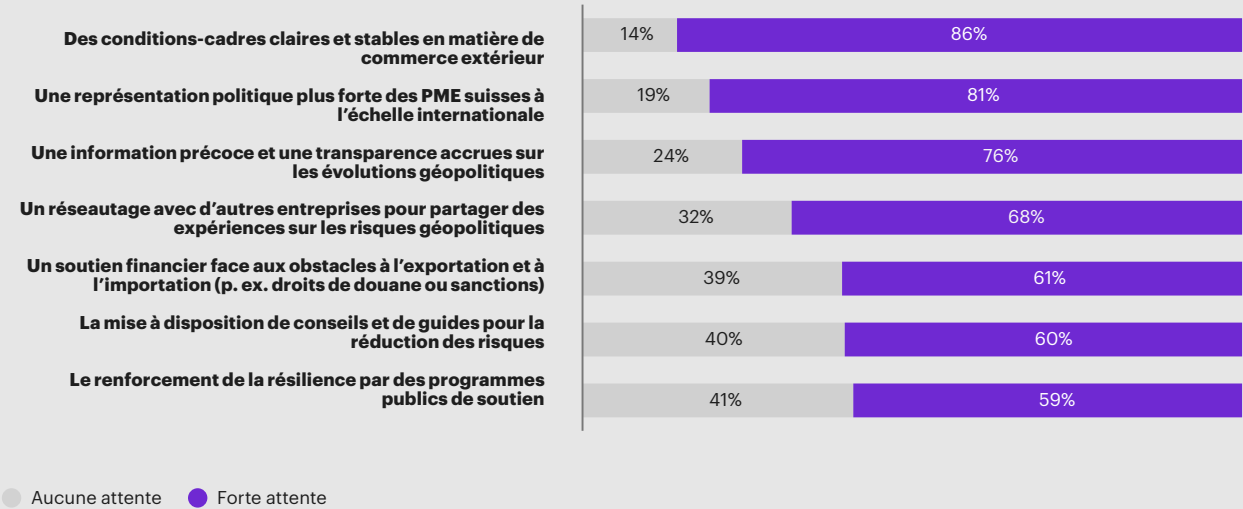


Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Figure 12

Quelles sont vos attentes envers les responsables politiques ou les associations en matière de soutien face aux dynamiques géopolitiques ?

En pourcentage



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

Plus de 85% des PME attendent des responsables politiques suisses qu'ils les soutiennent afin de créer des conditions-cadres plus claires et plus stables pour le commerce extérieur.

Les attentes envers les responsables politiques et les associations se concentrent sur la stabilité et la représentation des intérêts. 86% des PME attendent des conditions-cadres plus claires et plus stables pour le commerce extérieur, 81% une représentation plus forte de leurs intérêts à l'échelle internationale.

76% exigent une transparence précoce sur les évolutions géopolitiques, en particulier en raison de l'imprévisibilité de la politique douanière américaine. Les relations incertaines et les règles changeantes compliquent la planification stratégique et causent des problèmes opérationnels tels que des coûts supplémentaires ou des délais de livraison plus longs, notamment dans les relations avec l'UE et les États-Unis.

Pour 60% des personnes interrogées, l'amélioration de l'accès à l'information est une tâche politique centrale. Le réseautage (68%) et le conseil externe (60%) sont considérés comme utiles, en particulier par le biais d'associations spécialisées. Environ 60% attendent également un soutien de l'État pour surmonter les obstacles au commerce et renforcer la résilience. Des programmes tels que le chômage partiel et les prêts remboursables ont fait leurs preuves pendant la pandémie, mais sur le plan politique, ces demandes sont actuellement plus controversées.

Conclusion

1. Risques globaux

Les tensions géopolitiques, le protectionnisme et les nouvelles réglementations façonnent le paysage des risques actuels et touchent particulièrement les PME orientées vers l'exportation.

2. Risques politiques et technologiques

Les thèmes liés à l'énergie et à la main-d'œuvre qualifiée restent importants, mais sont de plus en plus éclipsés par les risques politiques, technologiques et réglementaires.

3. Réactions

Les PME réagissent par la diversification, les partenariats et des processus plus efficaces afin de réduire les coûts et de renforcer leur résilience.

4. Opportunités

Malgré les incertitudes, des opportunités émergent grâce à l'intelligence artificielle, à l'innovation et aux modèles économiques durables, tandis que des relations stables avec l'UE sont considérées comme un facteur central de croissance.



5. Mission inchangée pour les responsables politiques : stabiliser les relations avec l’UE

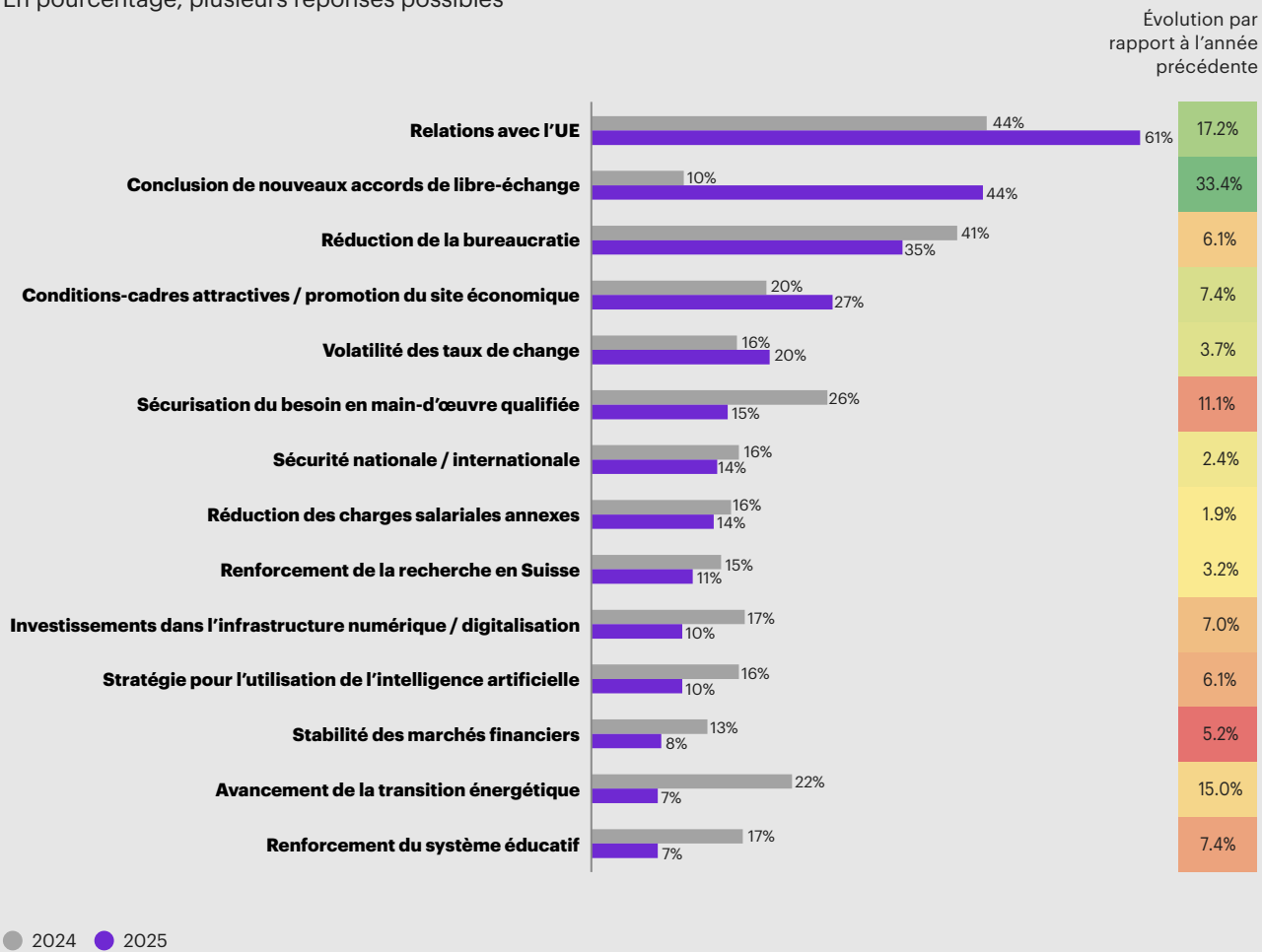
Chaque année, nous interrogeons les PME suisses sur les priorités thématiques qu’elles souhaitent voir abordées dans le domaine politique. Les préoccupations politiques centrales des PME suisses restent constantes, seule l’importance accordée à certains thèmes évolue. Cela montre l’importance durable des défis centraux.

Par rapport à l’année dernière, les relations avec l’UE (+17 points de pourcentage) et la conclusion de nouveaux accords de libre-échange (+33 points de pourcentage) ont nettement gagné en importance et devraient occuper la politique au cours des douze prochains mois.

Figure 13

Quels sont les trois thèmes les plus importants auxquels les responsables politiques devraient s’attaquer au cours des douze prochains mois ?

En pourcentage, plusieurs réponses possibles



Source : Étude PME Suisse 2025 – Où en est le Mittelstand suisse ?

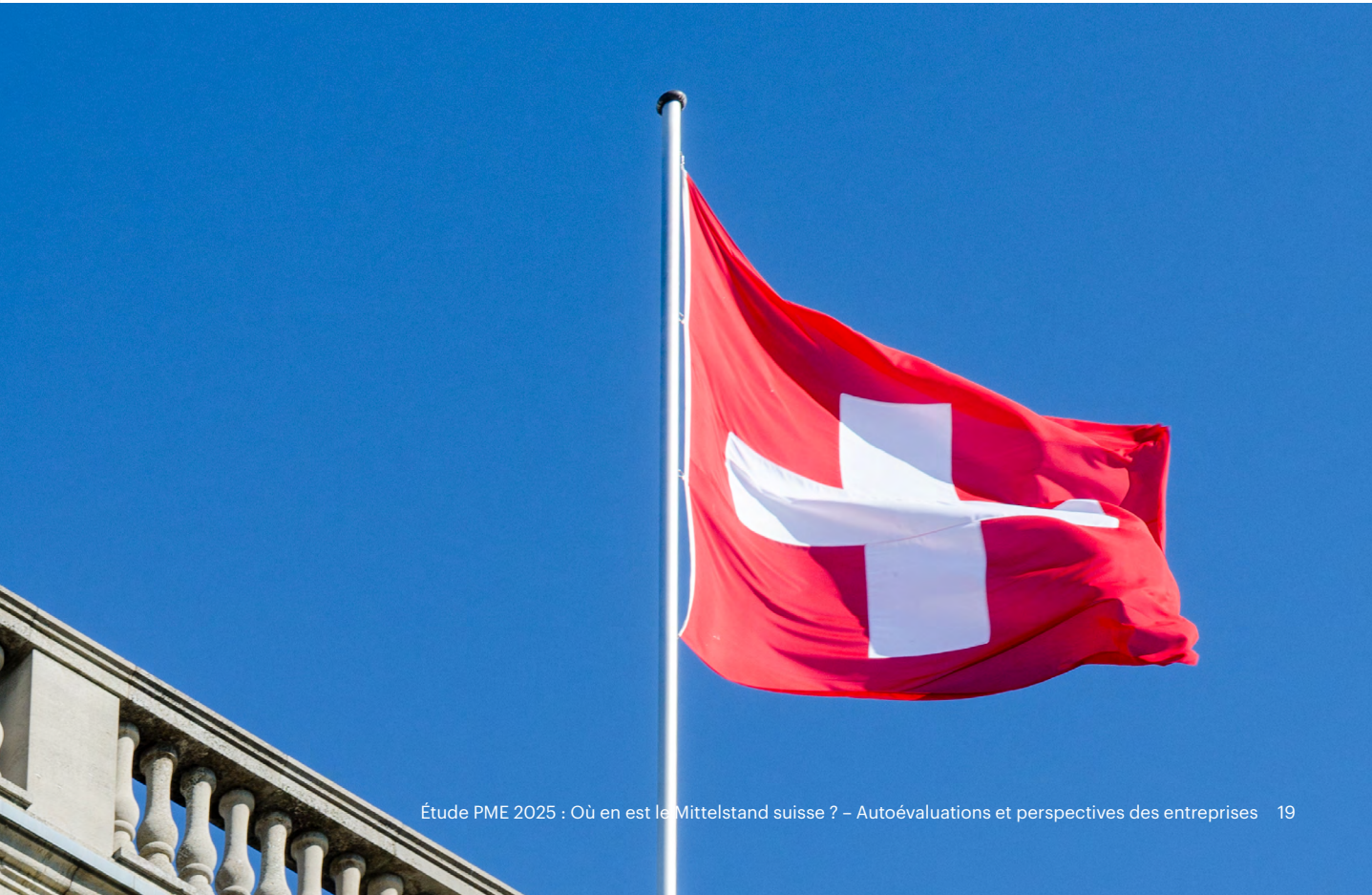
La stabilisation et la clarification des relations avec l'Union européenne figurent en tête des priorités. Plus de 60% des PME considèrent qu'il s'agit là du thème politique le plus important. L'UE reste le principal marché d'exportation de la Suisse et a encore gagné en importance en raison des récents droits de douane américains. Ce consensus s'applique à toutes les tailles d'entreprises.

La demande de conclusion de nouveaux accords de libre-échange a également considérablement augmenté : 44% des PME la citent comme une priorité, soit 34 points de pourcentage de plus que l'année précédente. Cela reflète la crainte croissante d'être désavantagées dans la concurrence internationale par

rapport aux pays ayant conclu des accords. Cette demande est particulièrement forte chez les entreprises du secteur chimique/pharmaceutique (64%) et de la production/transformation (47%). Des conditions d'implantation attractives et la réduction de la bureaucratie restent également des préoccupations importantes pour de nombreuses PME. 35% continuent de réclamer la suppression des obstacles administratifs, même si le sujet a légèrement perdu de son importance. La bureaucratie est toujours considérée comme un frein à la croissance et à l'innovation. En revanche, l'urgence de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et de la transition énergétique, des sujets qui étaient encore considérés comme particulièrement urgents ces dernières années, mais qui sont actuellement moins au premier plan, a nettement diminué.

Conclusion

1. Relations et accords de libre-échange Les responsables politiques doivent stabiliser les relations avec l'UE et renforcer l'économie d'exportation grâce à de nouveaux accords de libre-échange.	2. Bureaucratie et site économique Les PME attendent une réduction de la bureaucratie et une promotion ciblée du site économique.	3. Pénurie de main-d'œuvre qualifiée et transition énergétique La pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la transition énergétique ont perdu de leur importance cette année.
---	---	--



6. Editeur et partenaires de l'étude

KEARNEY

Kearney est l'un des principaux cabinets de conseil au monde pour le top management. Le cabinet conseille des groupes internationaux et des PME de premier plan, ainsi que des institutions publiques. La société de conseil aide ses clients à transformer leur activité et leur organisation afin d'obtenir des avantages concurrentiels à long terme. Dans ce contexte, elle met l'accent sur la croissance et la digitalisation, l'innovation et la durabilité, ainsi que sur l'optimisation de chaînes de production et de livraison complexes et internationales. Kearney a été fondée en 1926 à Chicago. Elle a ouvert son premier bureau en dehors des Etats-Unis, à Düsseldorf en 1964. Aujourd'hui, Kearney emploie environ 5'700 Kearney-Originals dans plus de 40 pays du monde. L'entreprise de conseil est neutre sur le plan énergétique depuis 2010. En Suisse, Kearney a connu une forte croissance ces dernières années et compte actuellement plus de 65 conseillers sur son site de Zurich. Elle travaille avec de nombreuses entreprises suisses et internationales de tous les secteurs industriels, avec un accent particulier sur les biens de consommation et le commerce, l'industrie pharmaceutique et les sciences de la vie, la construction mécanique et l'industrie de transformation, les télécommunications et le secteur de l'énergie.

www.kearney.ch



Swiss export est un centre de compétences pour le commerce extérieur suisse. Son offre de services comprend principalement un large éventail de séminaires et d'événements spécialisés, des conseils personnalisés en matière d'exportation et le magazine spécialisé dans le commerce extérieur publié par l'association, le « swiss export Journal ». Cette association à but purement privé crée des avantages commerciaux pour ses membres et place l'amélioration de la compétitivité et des conditions-cadres pour les entreprises actives à l'international au centre de ses activités. Outre son siège à Zurich et sa représentation en Suisse romande, swiss export dispose d'un réseau de spécialistes.



Le Swiss Institute for Global Affairs mène, soutient et encourage la recherche interdisciplinaire sur des thèmes liés à la politique géopolitique et de sécurité. Son objectif est de donner de la visibilité à ces thèmes et d'élaborer de nouvelles approches en matière d'analyse et de méthodologie. Il s'agit avant tout de sensibiliser le grand public à ces défis et d'assurer la traduction et la médiation entre la science, la politique et l'économie. L'institut se considère comme un groupe de réflexion indépendant et un bâtisseur de ponts entre les différentes disciplines et sphères.

Endress+Hauser

Endress+Hauser est l'un des principaux fournisseurs d'instruments de mesure, de services et de solutions pour la technologie des processus industriels et l'automatisation. Grâce à l'interaction entre l'homme et la technologie, Endress+Hauser écrit depuis 70 ans une success story entrepreneuriale. L'entreprise propose des solutions complètes pour le débit, le niveau, la pression, l'analyse, la température, l'acquisition de données et la communication numérique dans tous les secteurs et garantit des processus fiables, sûrs, économiques et respectueux de l'environnement.

Au cours de l'été 2025, Kearney et swiss export ont mené pour la huitième fois leur enquête auprès des PME, cette fois en partenariat avec le Swiss Institute for Global Affairs et Endress+Hauser (Suisse) SA.

7. Le Sondage

Population et échantillon

Les clients de Kearney et Endress+Hauser, les membres de swiss export ainsi que des entreprises ont été interrogés via les réseaux sociaux. 313 entreprises ont participé, 256 ont rempli le questionnaire dans son intégralité.

La répartition par secteur a changé par rapport à l'année dernière. Cette année, la majorité (55%) des entreprises interrogées étaient des PME actives dans la production et la transformation, suivies par les

services et le conseil (13%) et l'électronique, la technologie et les télécommunications (9%). 10% des entreprises ayant répondu réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur à un million de francs suisses, 31% entre un et dix millions, et les 59% restants réalisent un chiffre d'affaires annuel supérieur à dix millions de francs suisses. Au total, 76% des participants sont membres de la direction et 20% occupent un poste de cadre.

Nous remercions Dermot Allen, Philipp Niggli et Raphael Rölli de Kearney pour la planification et l'analyse de l'étude.



Personnes de contact



Dr. Christof Ledermann

Partner, Kearney Zurich

christof.ledermann@kearney.com

+41 44 487 4448



Claudia Moerker

Directrice générale, swiss export

moerker@swiss-export.com

+41 44 204 34 86

Partenaires 2025



Endress+Hauser

